



Mardi, 30 mars 2010

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Redonner une place centrale à l'agriculture dans les politiques de développement**

*Commission des affaires sociales  
et de l'environnement*

*Direction générale de la Communication*

PARLEMENT EUROPEEN

# REDONNER UNE PLACE CENTRALE A L'AGRICULTURE DANS LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

Débat: 30 mars 2010

Vote: 1 avril 2010

**Co-rapporteurs: Gibson HLOPHE (Swaziland) et Juan Fernando LOPEZ AGUILAR (Espagne)**

**La crise actuelle, d'une ampleur exceptionnelle et qui frappe de plein fouet les pays ACP, devrait être l'occasion de réviser le modèle de développement et d'en renforcer l'efficacité, estime l'APP dans un rapport sur l'impact social de la crise mondiale. L'agriculture devrait à nouveau figurer parmi les priorités de la politique de développement.**

Des investissements majeurs pour aider le secteur agricole des pays en développement, et notamment l'agriculture à petite échelle ainsi que celle pratiquée en milieu urbain, devraient être réalisés. L'aide publique au développement (APD) vers le secteur agricole a été considérablement réduite ses vingt dernières années pour n'atteindre que 5% de l'APD.

La Commission européenne devrait de son côté profiter de la révision à mi-parcours des documents stratégiques par pays au titre de l'Instrument pour la coopération au développement et du Fonds européen de développement pour donner plus d'importance à cette dimension.

La crise économique et alimentaire actuelle devrait être l'occasion de réfléchir et de dégager de nouvelles sources de financements. L'Assemblée a dans cette perspective apporté son soutien à la mise en place d'une taxe mondiale sur les transactions internationales.

Des efforts conjoints des pays de l'UE et des Etats ACP devraient être déployés pour lutter contre les paradis fiscaux et les flux illicites de capitaux en provenance des pays en développement.

Les députés attirent également l'attention sur la fuite des cerveaux « qui compromet le développement et les perspectives des pays les moins avancés » en matière de santé, d'éducation et de renforcement des secteurs publics. L'Assemblée plaide enfin en faveur d'une réduction du coût des transferts de fonds des migrants vers leurs pays d'origine. Les volumes de ces fonds ont chuté de manière importante depuis le début de la crise.

Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde s'est accru de 100 millions du fait de la crise financière. Un milliard de personnes sont aujourd'hui concernées, rappelle la résolution.

**Agenda détaillé de la réunion :**

[http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/60\\_19/default\\_fr.htm](http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/60_19/default_fr.htm)

**Accréditation :**

Les médias souhaitant couvrir les travaux de l'Assemblée sont priés de s'adresser à:

**Maura DELANEY** : [maura.delaney@europarl.europa.eu](mailto:maura.delaney@europarl.europa.eu)

**Lieu de la réunion : Magma Conference Center - Tenerife (Espagne)**

Contacts:

**Thomas Dudrap**

**Service de presse (FR)**

☎ : +32 498 98 32 84

✉ : [thomas.dudrap@europarl.europa.eu](mailto:thomas.dudrap@europarl.europa.eu)

**Natalia Dasilva**

**Press Service (EN, ES)**

☎ : +32 494 94 39 85

✉ : [natalia.dasilva@europarl.europa.eu](mailto:natalia.dasilva@europarl.europa.eu)